



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2021 - 65 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT
ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN
DECLASSEMENT PREALABLE - MODIFICATIONS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE
Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 32 RENOUELEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUELEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL**

DU 23 MARS 2021

**VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT
ET D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN
DECLASSEMENT PREALABLE - MODIFICATION**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Par délibération du 29 septembre 2020, le conseil municipal a accepté de vendre à la SCI Hôtel des Parfums diverses parcelles dans le cadre du projet de réhabilitation de l'Hôtel des Parfums et le déclassement anticipé des parcelles du domaine public. Le promoteur accepte d'acquérir sans la purge des recours. Dès lors cette condition est retirée.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	RECETTES	90 000 €

Madame Karine GIGODOT expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n° 2017-170 du 19 septembre 2017 relative au projet de démolition-reconstruction de l'Hôtel des Parfums,

Vu la délibération n° 2020-120 du 29 septembre 2020 relative à la cession à la SCI Hôtel des Parfums de diverses parcelles dans le cadre du projet de réhabilitation de l'Hôtel des Parfums avec déclassement anticipé des parcelles du domaine public concernées,

Vu le Permis de Construire n°00606918 E0061 délivré le 6 novembre 2018,

Rappel :

Considérant que la Société SCI Hôtel des Parfums (filiale de la société FINAREAL) s'est portée acquéreur de l'Hôtel des Parfums en vue de sa réhabilitation et de la réalisation d'un complexe hôtelier après démolition du bâtiment actuel et construction d'un nouvel hôtel 4 étoiles et d'un jardin aromatique situé à l'extrémité sud du tènement ;

Considérant que l'emprise du projet se situe sur une parcelle de forme allongée et triangulaire délimitée par le boulevard Eugène CHARABOT en amont et l'avenue Yves-Emmanuel BAUDOIN en aval et dont l'extrémité sud correspond à l'emprise supérieure du parking semi-enterré de La Foux,

Considérant que la Société SCI Hôtel des Parfums a sollicité la ville de Grasse en vue de l'acquisition d'emprises relevant de régimes juridiques différents ayant vocation à être rattachées au projet précité

Considérant que par délibération du 29 septembre 2020 il a été décidé d'initier le déclassement par anticipation des parcelles suivantes du Domaine Public:

- partie du Domaine Public d'une superficie de 121 m² qui jouxte l'Allée Jean Moulin de teinte orange au Plan de division foncière,
- volumes n°5 et 6 de la parcelle Section BD n°257,
- volume n°1 de la parcelle Section BD n°256

Considérant que Monsieur le Maire a été autorisé à vendre les parcelles BD n°249 (5 m²), n°251 (6 m²), n°253 (10 m²), la parcelle BD n°316 détachée du Domaine public (121 m²) située allée Jean Moulin, les volumes n°5 et 6 de la parcelle BD n°257 d'une assiette foncière de 233 m², et le volume n°1 de la parcelle BD n°256 d'une assiette foncière de 188 m² pour montant total de 90 000 € à la SCI Hôtel des Parfums ou tout autre société créée à cet effet se substituant dans ses droits ; ceci sous la condition suspensive de la purge des recours contre le permis de construire obtenu sur l'assiette foncière incluant les parcelles précitées.

Considérant que l'acquéreur accepte d'acquérir ces parcelles sans la condition suspensive de la purge des recours contre le permis de construire obtenu,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la modification de la délibération en date du 29 septembre 2020 par laquelle la Ville cède les parcelles BD n°249 (5 m²), n°251 (6 m²), n°253 (10 m²), la parcelle BD n°316 détachée du Domaine public (121 m²) située allée Jean Moulin, les volumes n°5 et 6 de la parcelle BD n°257 d'une assiette foncière de 233 m², et le volume n°1 de la parcelle BD n°256 d'une assiette foncière de 188 m² pour un montant total de 90 000 € à la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet se substituant dans ses droits ; en tant que cette cession n'est plus subordonnée à la condition suspensive de la purge des recours contre le permis de construire obtenu sur l'assiette foncière incluant les parcelles précitées.
- **AUTORISER** que le paiement du prix de la vente ait lieu de la manière suivante : au moyen d'un versement correspondant à la moitié du prix soit 45 000€ le jour de la signature de l'acte authentique de vente et le solde stipulé payable dans les 18 mois de la signature de cet acte. A la garantie du paiement du solde du prix, la commune bénéficiera du privilège de vendeur et de l'action résolutoire.
- **STIPULER** dans l'acte authentique de vente ce qui suit, conformément à l'article L 2141-2 CGPPP :
 - Que la désaffectation de l'immeuble vendu devra intervenir au plus tard le 29 septembre 2023 (avec prorogation possible de 3 ans) ; elle sera constatée par exploit d'huissier réalisé avant la déclaration d'ouverture de chantier par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits ;
 - Les conditions de la libération de l'immeuble vendu à savoir : libération effective et constatée par exploit d'huissier réalisé avant la déclaration d'ouverture de chantier par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits ;
 - Une condition résolutoire de la vente en cas de non désaffectation du bien dans le délai ci-dessus imparti ;
 - Les conséquences de la résolution de la vente : retour du droit de propriété du bien vendu à la Commune qui devra restituer les fonds perçus pour le paiement du prix,
 - Aucune pénalité ne sera due par la Commune à l'acquéreur en cas de résolution de la vente pour non désaffectation dans le délai défini.

- **DONNER tous pouvoirs à Monsieur le Maire ou à l'Adjoint délégué :**
 - pour régulariser l'acte authentique de vente de l'immeuble désigné ci-dessus ;
 - pour régulariser la convention de mise à disposition de cet immeuble, par la SCI Hôtel des Parfums ou toute autre société créée à cet effet s'étant substituée dans ses droits, au profit de la Commune.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **24 MARS 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

du.

